

Annonces d'Emmanuel Macron sur l'éducation : de vieilles solutions pour l'école d'aujourd'hui

Lors de sa conférence de presse du mardi 16 janvier 2024, le Président de la République a repris à son compte les annonces de son ex-ministre de l'Éducation nationale et désormais Premier ministre : pour Emmanuel Macron comme pour Gabriel Attal, les réponses aux problèmes de l'école d'aujourd'hui et aux défis de l'école de demain sont à rechercher dans les caves poussiéreuses d'un passé fantasmé.

C'est la logique du « choc des savoirs », un ensemble de mesures directement inspirées du programme passéiste du Rassemblement national : des groupes de niveau au collège pour saper le collège unique et mettre en place un tri social précoce des élèves, des classes de relégation après la 3e pour les élèves qui n'obtiendraient pas le brevet, des redoublements favorisés et des programmes d'enseignement étriqués.

Le Président de la République a également assumé l'expérimentation de l'uniforme dès 2024 avec une possible généralisation en 2026. Au prétexte de gommer (plutôt que de combattre) les inégalités sociales, une autre mesure de l'extrême-droite au coût faramineux va ainsi être mise en place dans les établissements scolaires. SUD éducation le répète : dans un contexte de dérèglement climatique, l'argent public serait bien mieux employé à isoler et à rénover les écoles, les collèges et les lycées.

Enfin, pour donner corps au « réarmement civique », nouveau slogan publicitaire du macronisme, le Président a multiplié les annonces aussi symboliques que dérisoires, comme l'apprentissage par cœur de la Marseillaise à l'école primaire. La cérémonie de remise du diplôme du brevet existe quant à elle depuis 2016. Ce qui n'est pas symbolique, en revanche, c'est la généralisation du service national universel en seconde, véritable entreprise de militarisation de la jeunesse sur temps scolaire.

SUD éducation dénonce ces mesures nourries par l'illusion que « c'était mieux avant » et revendique au contraire un programme ambitieux pour répondre au défis de l'école :

- un recrutement massif de personnels pour réduire les effectifs par classe, mieux remplacer les absences et mieux accompagner les élèves
- un vrai statut et un vrai salaire pour les accompagnant·es des élèves en situation de handicap, afin que l'école inclusive ne soit pas qu'un slogan
- un investissement dans la rénovation du bâti scolaire pour en finir avec les locaux décrépis et pour affronter le dérèglement climatique

La grande bourgeoisie incarnée par Emmanuel Macron et Amélie Oudéa-Castéra impose une politique de classe contre l'école publique et son objectif d'émancipation. SUD éducation appelle à se mobiliser massivement le 1er février par la grève.